

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 08784
Numéro SIREN : 819 701 988
Nom ou dénomination : 33 Rue La Fayette Tenant SAS

Ce dépôt a été enregistré le 30/01/2020 sous le numéro de dépôt 11627



2001968102



1, QUAI DE LA CONSE
75196 PARIS CEDEX 04
0 891 01 73 73
R.M.T.C. - www

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : 33 Rue La Fayette Tenant SAS

Numéro RCS : 819 701 988

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Numéro Gestion : 2016B08784

Adresse : 33 R LA FAYETTE
75009 PARIS

Numéro du Dépôt : 2020R011627 (2020 19681)

Date du Dépôt : 30/01/2020

- Type d'acte : Acte

Date de l'acte : 20/12/2019

fait à Paris, le 30 janvier 2020

Paris, le 20 Décembre 2019

ATTESTATION

Nous, JPMORGAN CHASE BANK, NA, 14 PLACE VENDOME -75001 Paris, attestons par la présente que le 20 Décembre 2019 nous avons crédité le compte 609000845 de la société 33 Rue La Fayette Tenant SAS de EUR 14.000.000 (quatorze millions euros) représentant l'augmentation de capital apporté par la société WeWork France SAS selon le procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 20 Décembre 2019.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.



Jorge Ferrero
Manager

JPMORGAN CHASE BANK, N.A, PARIS

Succursale de Paris - 14, place Vendôme 75001 Paris
Adresse postale : CS 50011 - 75036 Paris Cedex 01 - Téléphone + 33 (1) 40 15.45.00 Télécopie + 33 (1) 40 15 44 77

Société par actions régie par les lois des Etats Unis d'Amérique
Siege social : 111 Polaris Parkway, Columbus, Ohio 43240, U S A.
712 041 334 R.C.S. Paris

JPMorgan Chase Bank, National Association



2001968101



REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : 33 Rue La Fayette Tenant SAS

Numéro RCS : 819 701 988

Numéro Gestion : 2016B08784

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 33 R LA FAYETTE
75009 PARIS

Numéro du Dépôt : 2020R011627 (2020 19681)

Date du Dépôt : 30/01/2020

- Type d'acte : Décision(s) de l'associé unique

Date de l'acte : 20/12/2019

Décision 1 : Augmentation du capital social

Décision 2 : Modification(s) statutaire(s)

fait à Paris, le 30 janvier 2020



33 Rue La Fayette Tenant SAS
Société par actions simplifiée au capital de 20,000 euros
Siège social : 33 rue La Fayette - 75009 Paris
819 701 988 R.C.S. Paris

18B 8786

DB du 20/12/19
AU NT

AA du 20/12/19

08 du 20/12/19

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 20 DECEMBRE 2019

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,
Le 20 décembre,

La société WeWork France SAS, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 95 rue La Boétie, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 813 490 364, représentée par son président, Monsieur Abraham Joseph Safdie ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Agissant en qualité d'associé unique (ci-après désignée l'« Associé Unique »), propriétaire de la totalité des 20.000 actions d'un euro de valeur nominale chacune, correspondant à l'intégralité du capital social de la société 33 Rue La Fayette Tenant SAS (ci-après désignée la « Société »),

Après avoir rappelé que le commissaire aux comptes, la société Ernst & Young Audit, a été préalablement informé, par une lettre d'information qui lui a été dûment adressée, de la date des présentes décisions et de son ordre du jour et que tous les documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission ont été mis à sa disposition dans un délai suffisant ;

Après avoir constaté que les documents suivants ont été mis à sa disposition :

- rapport du président,
- bulletin de souscription à l'augmentation de capital,
- rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription établi dans le cadre du projet d'augmentation de capital réservée aux salariés,
- texte des projets des décisions,
- statuts en vigueur de la Société,
- projet de statuts modifiés,

A pris, en son siège social, les décisions, ci-après, portant sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- augmentation de capital en numéraire ; conditions et modalités de la réalisation de l'augmentation de capital ;
- constatation de la souscription, de la libération et de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;
- délégation de compétence au président en vue de réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés en application de l'article L 225-129-6 al. 1 du Code de commerce effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;
- constatation de la recapitalisation de la Société ;
- modification corrélative des statuts ;
- pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, constatant que le capital est entièrement libéré, après avoir pris connaissance du rapport du président :

décide d'augmenter le capital en numéraire d'un montant de 14.000.000 euros pour le porter de 20.000 euros à 14.020.000 euros par émission au pair de 14.000.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune ;

décide d'arrêter comme suit les conditions et modalités de cette augmentation de capital et à cet effet :

- que la souscription sera reçue au siège social sur présentation d'un bulletin de souscription ;
- que le délai de souscription est fixé à 5 jours de bourse, conformément à l'article L. 225-141 du Code de commerce ;
- que, conformément à la loi, ce délai de souscription sera clos par anticipation dès que toutes les souscriptions auront été exercées ;
- que les actions nouvelles seront souscrites intégralement et libérées en totalité en espèces par virement sur un compte bancaire ouvert au nom de la Société ;
- que l'augmentation de capital sera définitivement réalisée à la date d'émission par la banque du certificat du dépositaire prévu à l'article L. 225-146 du Code de Commerce du Code de commerce ;
- que les actions nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts et jouiront des mêmes droits que les actions émises antérieurement de même catégorie à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;

décide de dispenser la Société de lui adresser l'avis visé par l'article R. 225-120 du Code de commerce.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, préalablement informé du projet d'augmentation de capital tel que décrit à la première décision,

décide de constater :

- avoir confirmé à la Société son intention de souscrire à l'intégralité des 14.000.000 actions nouvelles et remis un bulletin de souscription correspondant,
- avoir libéré, par anticipation, la totalité de sa souscription en espèces par virement sur un compte bancaire ouvert au nom de la Société d'un montant total égal à 14.000.000 euros, correspondant au montant de l'augmentation de capital,
- qu'ainsi les 14.000.000 actions nouvelles ont été entièrement souscrites et libérées, et que par conséquent, la période de souscription est close par anticipation.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique, sur la base du certificat du dépositaire établi ce jour par la banque dépositaire conformément à l'article L. 225-146 du Code de Commerce,

décide de constater que, conformément aux dispositions légales, l'augmentation de capital d'un montant de 14.000.000 euros est définitivement réalisée et que le capital social s'élève désormais à 14.020.000 euros et qu'il est divisé en 14.020.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, du rapport spécial du commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription établi dans le cadre du projet d'augmentation de capital réservée aux salariés, en application de l'article L. 225-129-6 al. 1 du Code de commerce,

décide de ne pas procéder à une augmentation de capital d'un montant n'excédant pas 3 % du capital social (avant réalisation de l'augmentation de capital en numéraire visée aux premières, deuxième et troisièmes décisions) et qui serait réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code de commerce, et

décide, en conséquence, de ne pas déléguer sa compétence au président à cet effet.

CINQUIÈME DECISION

L'Associé Unique, en conséquence des décisions qui précèdent,

décide de constater la reconstitution des capitaux propres de la Société conformément à l'article L 225-248 du Code de commerce.

SIXIÈME DECISION

L'Associé Unique, en conséquence des décisions qui précèdent,

décide de modifier corrélativement les article 6 et 7 des statuts comme suit :

Il est ajouté un paragraphe supplémentaire à l'article 6 "Apports" des statuts rédigé comme suit, étant précisé que le reste de cet article demeure inchangé :

"Article 6 - Apports

(...)

Par décisions en date du 20 décembre 2019, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital en numéraire d'un montant de 14.000.000 euros pour le porter de 20.000 euros à 14.020.000 euros, par émission ou par de 14.000.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées."

La rédaction de l'article 7 des statuts est modifiée comme suit :

"Article 7 - Capital

Le capital social est fixé à la somme de quatorze millions vingt mille euros (14.020.000 euros). Il est divisé en quatorze millions vingt mille (14.020.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 euro) chacune, libérées en totalité, et de même catégorie."

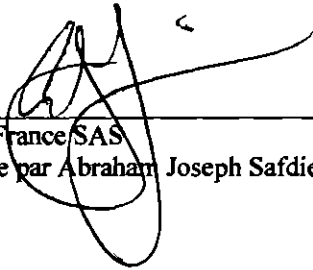
SEPTIEME DECISION

L'Associé Unique décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

* *
*

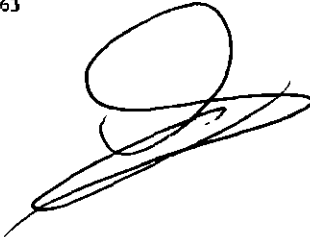
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le représentant de l'Associé Unique.

L'Associé Unique



WeWork France SAS
représentée par Abraham Joseph Safdie, Président

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-HYACINTHE
Le 10/01 2020 Dossier 2020 00001012, référence 7544P61 2020 A 00363
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques





2001968103



REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : 33 Rue La Fayette Tenant SAS

Numéro RCS : 819 701 988

Numéro Gestion : 2016B08784

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 33 R LA FAYETTE
75009 PARIS

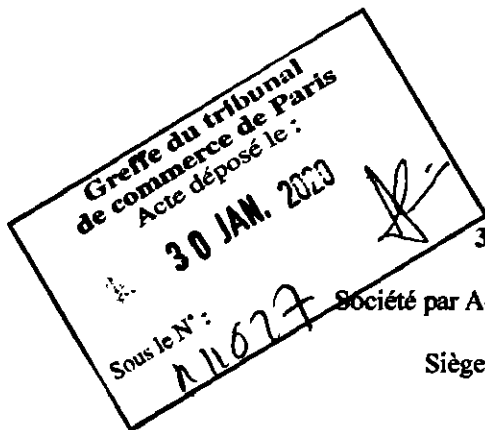
Numéro du Dépôt : 2020R011627 (2020 19681)

Date du Dépôt : 30/01/2020

- Type d'acte : Statuts mis à jour

Date de l'acte : 20/12/2019

fait à Paris, le 30 janvier 2020



16138784

33 RUE LA FAYETTE TENANT SAS

Société par Actions Simplifiée au capital de 14.020.000 euros

Siège social : 33 rue La Fayette - 75009 Paris

819 701 988 R.C.S. Paris

STATUTS

Certifiés conformes



Abraham Joseph Safdie
Président

*Mis à jour conformément aux décisions de l'associé unique du 20 décembre 2019
(Articles 6 et 7)*

STATUTS

<u>TITRE I</u>	FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE	3
ARTICLE 1 - FORME.....		3
ARTICLE 2 - OBJET.....		3
ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE		3
ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL		3
ARTICLE 5 - DUREE		4
<u>TITRE II</u>	APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS.....	4
ARTICLE 6 - APPORTS.....		4
ARTICLE 7 - CAPITAL		4
ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL		4
ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS.....		4
ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS		5
ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS		5
ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS.....		5
<u>TITRE III</u>	DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE.....	5
ARTICLE 13 - PRESIDENT		5
ARTICLE 14 - POUVOIRS DU PRESIDENT		6
ARTICLE 15 - DIRECTEURS GENERAUX ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES - AUTRES DIRIGEANTS		6
ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS ET/OU ASSOCIE		7
ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES.....		7
<u>TITRE IV</u>	DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE	8
ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE		8
ARTICLE 19 - PROCES-VERBAUX - INFORMATION ET COMMUNICATION A L'ASSOCIE UNIQUE		8
<u>TITRE V</u>	COMPTES ET AFFECTATION OU REPARTITION DES BENEFICES.	8
ARTICLE 20 - COMPTES SOCIAUX - EXERCICE SOCIAL		8
ARTICLE 21 - BENEFICE DISTRIBUABLE - DIVIDENDES		8
ARTICLE 22 - PERTE DU CAPITAL.....		9
<u>TITRE VI</u>	DISSOLUTION - CONTESTATIONS.....	9
ARTICLE 23 - DISSOLUTION		9
ARTICLE 24 - CONTESTATIONS.....		10

STATUTS

TITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une société par actions simplifiée unipersonnelle qui sera régie par les présents statuts, par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés par actions simplifiées et, le cas échéant, par celles applicables aux sociétés anonymes dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles particulières régissant les sociétés par actions simplifiées.

La Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France :

- la fourniture de services dédiés aux espaces de travail, y compris l'accès aux infrastructures des espaces de travail et autres services associés ;
- la domiciliation de sièges sociaux et la mise à disposition de tous services se rapportant à cette activité, et notamment la fourniture à titre professionnel d'un siège social, d'une adresse commerciale, administrative ou postale et tout autre service pour toute personne morale ou physique immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers ;
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter, directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : **33 Rue La Fayette Tenant SAS.**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que de l'adresse du siège social et du numéro d'identification suivi de la mention RCS et du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **33 rue La Fayette - 75009 Paris.**

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président qui est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Le Président peut établir des succursales, bureaux ou agences partout où il en reconnaît l'utilité et

procéder à leur suppression s'il le juge opportun.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi.

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, l'Associé Unique apporte à la Société une somme de 20.000 euros en numéraires correspondant à 20.000 actions ordinaires de 1 euro chacune, souscrites en totalité, laquelle somme a été déposée par l'Associé Unique au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation à la banque JPMorgan Chase Bank, N.A., Paris Branch située 14 Place Vendôme, 75001 Paris, conformément à la loi et tel qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque.

Par décisions en date du 20 décembre 2019, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital en numéraire d'un montant de 14.000.000 euros pour le porter de 20.000 euros à 14.020.000 euros, par émission au pair de 14.000.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de quatorze millions vingt mille euros (14.020.000 euros). Il est divisé en quatorze millions vingt mille (14.020.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 euro) chacune, libérées en totalité, et de même catégorie.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi par décision de l'Associé Unique.

Le Président peut se voir conférer les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, une augmentation du capital social dans le cadre d'une délégation de l'Associé Unique et à procéder à la modification corrélative des statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire lors de la constitution ou lors d'augmentations de capital ultérieures doivent être libérées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités précisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les comptes et le registre tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire, le mouvement est mentionné sur ces comptes et registre.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et en cas d'augmentation de capital à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'Associé Unique sont libres.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Associé Unique et aux présents statuts.

L'Associé Unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés à une action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Les créanciers de l'Associé Unique ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Associé Unique.

TITRE III DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - PRESIDENT

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'Associé Unique qui fixe la durée de son mandat et peut le révoquer à tout moment. La révocation n'a pas à être motivée et ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité. Le mandat du Président est renouvelable. Les modalités de la rémunération

éventuelle du Président sont déterminées par la décision qui le nomme ou les statuts. Le premier Président est désigné dans les statuts.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut cumuler son mandat avec un contrat de travail.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'Associé Unique. La révocation n'a pas à être motivée et ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du Travail.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, à l'exception des opérations pour lesquelles la loi impose une décision de l'Associé Unique.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Par ailleurs, l'Associé Unique pourra décider, à titre de mesure d'ordre interne et sans que cela soit opposable aux tiers, toutes limitations de pouvoirs qu'il jugerait approprié et soumettre certains actes à une autorisation préalable.

Le Président peut consentir à tout mandataire et fondé de pouvoirs de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 15 - DIRECTEURS GENERAUX ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES - AUTRES DIRIGEANTS

Directeur Général - Directeur Général Délégué

Un ou plusieurs dirigeants, personnes physiques, auxquels seront conférés le titre de Directeur Général ou Directeur Général Délégué peuvent être désignés par décision de l'Associé Unique. Le premier Directeur Général ou Directeur Général Délégué peut être désigné par les statuts.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général (ou Directeur Général Délégué), les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient dirigeants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés à chaque Directeur Général (ou Directeur Général Délégué) ainsi que les modalités de leur rémunération éventuelle, sont déterminées par la décision qui le nomme ou les statuts. Le Directeur Général ou Directeur Général Délégué aura les mêmes pouvoirs que le Président et notamment le même pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers que celui attribué par la loi au Président.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Président, les Directeurs Généraux (et/ou Directeurs Généraux Délégués) en exercice conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les Directeurs Généraux (et/ou Directeurs Généraux Délégués) sont révocables à tout moment par décision de l'Associé Unique. La révocation n'a pas à être motivée et ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Les Directeurs Généraux (et/ou Directeurs Généraux Délégués) peuvent cumuler leur mandat avec un contrat de travail.

Autres Dirigeants

Sur proposition du Président, l'Associé Unique peut nommer un ou plusieurs dirigeants, personnes physiques, dont il déterminera l'étendue des pouvoirs, la durée des fonctions et les modalités de rémunération. Les dirigeants ont les pouvoirs qu'ils ont reçus du Président dans une délégation de pouvoirs écrite.

Tout dirigeant peut être associé ou non de la Société et cumuler ses fonctions avec des fonctions salariales au sein de Société.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par décision de l'Associé Unique, sans nécessité de justes motifs ni indemnité de révocation.

Comités

L'Associé Unique peut décider d'instituer tous Comités qu'il estimera nécessaires et les conditions de leur fonctionnement.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS ET/OU ASSOCIE

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président ou l'un de ses Directeurs Généraux ou son Associé Unique ou la société contrôlant cet associé sont soumises aux formalités de contrôle ou d'information prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux Directeurs Généraux de la Société.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés par l'associé unique dans les conditions prévues par la loi et exerçant leur mission conformément à la loi.

La Société est tenue, le cas échéant, de désigner un commissaire aux comptes suppléant dans les conditions prévues par la loi.

TITRE IV DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs, sauf le cas prévu à l'article 8 des présents statuts. Il se prononce sous la forme de décisions unilatérales portant tant sur le fonctionnement courant de la Société que sur les modifications des statuts.

ARTICLE 19 - PROCES-VERBAUX - INFORMATION ET COMMUNICATION A L'ASSOCIE UNIQUE

Les décisions de l'Associé Unique sont constatées par des procès-verbaux répertoriés dans un registre indiquant la date de la décision, l'ordre du jour, les documents adressés à l'Associé Unique par le Président préalablement à la décision, et le texte du projet de décisions. Les procès-verbaux sont signés par l'Associé Unique. Les copies ou extraits de procès-verbaux des décisions sont valablement certifiés par la Président.

TITRE V COMPTES ET AFFECTATION OU REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 20 - COMPTES SOCIAUX - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre. A titre exceptionnel, le premier exercice social s'étendra de la date d'immatriculation de la Société jusqu'au 31 décembre 2016.

Les comptes annuels, l'inventaire et, le cas échéant, le rapport de gestion sont établis et arrêtés par le Président, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les comptes annuels et, le cas échéant, le rapport de gestion s'il en est établi un conformément à la loi, sont tenus, au siège social, à la disposition du commissaire aux comptes s'il en a été nommé un en application de la loi, un mois avant la décision de l'Associé Unique approuvant les comptes. Le rapport du commissaire aux comptes, s'il en a été nommé un en application de la loi, sur les comptes annuels sera transmis à l'Associé Unique dans un délai de huit (8) jours précédant la date des décisions de l'Associé Unique.

L'Associé Unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice sur requête du Président ou de son mandataire.

ARTICLE 21 - BENEFICE DISTRIBUABLE - DIVIDENDES

Sur le bénéfice de chaque exercice, tel que défini par la loi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que

des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Associé Unique peut décider, soit d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables en réserve ou en report à nouveau, soit de les distribuer à titre de dividendes.

En outre, l'Associé Unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'Associé Unique lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'Associé Unique décidant une distribution de dividendes, a la faculté d'accorder pour tout ou partie des dividendes une option entre le paiement en numéraire ou en actions. Cette faculté vaut non seulement pour le paiement des dividendes mais aussi pour le paiement des acomptes sur dividendes.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation du Président du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 22 - PERTE DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'Associé Unique décide dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision de l'Associé Unique est publiée.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des prescriptions qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

TITRE VI DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 23 - DISSOLUTION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Associé Unique.

La dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'Associé Unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine social à l'Associé Unique n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition, ou le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution, soit entre l'Associé Unique, un Dirigeant et la Société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.